

Les impasses

PARTIE II
Conclusions nationales :
Ouganda
Février 2013

La lutte invisible des
personnes réfugiées
lesbiennes, gays, bisexuelles,
transgenres et intersexuées
dans les zones urbaines
au Mexique, en Ouganda et
en Afrique du Sud



Organization for **R**efuge,
Asylum & **M**igration



REFUGEE LAW PROJECT

➔ www.oraminternational.org
Version intégrale et vidéos



Synthèse



PERSONNES RÉFUGIÉES SGN

Cette publication introduit le terme de personnes ayant une « orientation Sexuelle ou une identité de Genre jugée Non conforme », ou « SGN ». L'acronyme « SGN » constitue une alternative au terme « LGBTI » (Lesbienne, gay, bisexuel, transgenre et intersexué) fréquemment utilisé dans les pays occidentaux. Bien que le terme « LGBTI » ait été adopté par de nombreuses communautés dans le monde, la plupart des personnes appartenant à des minorités sexuelles ou de genre ne connaissent pas cette terminologie ou refusent de s'identifier en tant que tel. Le terme « SGN » tente d'englober l'ensemble des personnes réfugiées issues de minorités sexuelles et de genre, y compris celles qui ne sont pas prises en compte par les concepts occidentaux.

L'objectif de ce rapport est d'informer les agences internationales, les gouvernements et les organisations non gouvernementales (ONG) dans leur travail d'amélioration de la protection des personnes réfugiées ayant une « orientation Sexuelle ou une identité de Genre jugée Non conforme », ou « SGN¹ » et vivant en Ouganda. Cette étude se base sur une recherche documentaire couplée à des entretiens de terrain conduits pendant un an. Trente sept entretiens ont été menés auprès de réfugiés et d'intervenants travaillant avec d'eux, y compris auprès de représentants d'ONG d'aide aux réfugiés, d'organisations LGBTI et d'officiers du HCR sur le terrain. Le constat dressé dans ce rapport montre d'importantes lacunes dans la protection de ces personnes.

Au cours des entretiens, les réfugiés ont rapporté avoir été victimes de harcèlement, de discrimination, d'arrestations arbitraires, d'extorsions, d'agressions physiques et verbales et de viols parce qu'ils étaient SGN. Ces violences sont commises indifféremment par les citoyens ougandais, la police ougandaise ou d'autres réfugiés. Parmi les onze hommes réfugiés SGN interviewés, huit d'entre eux ont été victimes de viols. Toutes les femmes SGN à l'exception de deux d'entre elles ont subi diverses formes de violences sexuelles. Seules quelques unes ont expliqué pouvoir cohabiter avec leur partenaire sans crainte pour leur sécurité. La majorité des personnes réfugiées ayant témoigné dans ce rapport ont souligné la nécessité pour elles de conserver leur identité SGN cachée du voisinage ou de leur propriétaire. Nombre d'entre elles expliquent que ce moyen de dissimulation constitue la seule solution leur permettant d'être acceptées au sein de leur communauté religieuse.

Les réfugiés SGN qui parviennent à trouver un emploi sont souvent victimes d'abus sexuels de la part de leur employeur et discriminés par rapport aux autres employés. La majorité d'entre eux sont si durement stigmatisés par les membres de leur communauté qu'ils ont peur d'aller chercher du travail. Les possibilités d'emploi licites restent rares pour les réfugiés en Ouganda ; elles sont pratiquement inexistantes pour les réfugiés SGN, nombre d'entre eux devant se prostituer pour survivre. Couplée aux obstacles importants à l'accès aux soins, cette situation dans laquelle un pourcentage élevé de réfugiés SGN utilisent le sexe comme moyen de survie constitue un problème de santé majeur en termes de prévention et de soins contre le VIH/Sida. Les grossesses résultant de viols rendent nécessaire la mise en place de moyens d'avorter de manière sûre dans un pays où l'avortement reste illégal. Malgré leurs besoins de soins, la plupart des réfugiés SGN évitent de se rendre à l'hôpital par peur d'y être discriminés ou maltraités.

Illustration de couverture
« To Carry You », Marconi Calindas

Traduction
Josselin Moreau, Tristan Elkind

Copyright © 2013 ORAM
Organisation pour le Refuge, l'Asile & la Migration
Droits de reproduction sur demande

¹ L'acronyme « LGBTI » est utilisé de plus en plus fréquemment dans le domaine du refuge en référence aux personnes ayant une orientation sexuelle ou une identité de genre jugée non conforme. Voir, par exemple, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, principes directeurs sur la protection internationale n°9 : Demandes de reconnaissance du statut de réfugié relative à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre dans le cadre de l'article 1A(2) de la convention de 1951 ou du protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés, doc. ONU. HCR/GIP/12/01 (23 octobre 2012), disponible en anglais à <http://www.unhcr.org/refworld/docid/50348afc2.html>. L'expression « LGBTI » repose sur des conceptions occidentales modernes peu familières ou volontairement non utilisées dans de nombreuses régions du monde. Cette expression présume également que les personnes composant ce groupe s'identifient en tant que « lesbienne », « gay », « bisexuelle », « transgenre » ou « intersexuée ». En réalité, la majorité des individus SGN dans le monde ont peu connaissance de ces identités ou refusent de s'identifier en tant que tel. Quand les personnes chargées de statuer sur les demandes de refuge exigent des demandeurs qu'ils entrent dans l'une de ces catégories étroites afin d'être considérés comme « membre d'un groupe social particulier », celles et ceux qui ne s'y conforment pas sont exclus du régime de protection. Voir Laurie Berg & Jenni Millbank, *Constructing the Personal Narratives of Lesbian, Gay and Bisexual Asylum Claimants* [Comment construire les histoires personnelles des personnes demandeuses d'asile lesbiennes, gays et bisexuelles], 22 J. REFUGEE STUD. 195 (2009).

En Ouganda, les personnes réfugiées SGN ont la sensation de ne pouvoir chercher de l'aide nulle part. Elles semblent impuissantes face à cette situation qui peut même aller jusqu'à diminuer leur désir de vivre. Isolées de la société ougandaise et ostracisées par le reste de la communauté de réfugiés, elles comptent souvent les unes sur les autres pour trouver un soutien émotionnel et survivre dans ce pays qui leur est en grande majorité hostile.



Ce projet a été financé grâce à des subventions du Département d'État des États-Unis et du Sigrid Rausing Trust.

SIGRID RAUSING TRUST



➔ Retrouvez sur www.oraminternational.org

■ L'intégralité des cinq publications « *Les impasses* » (« *Blind Alleys* ») en anglais, espagnol et français

■ Deux vidéos pédagogiques de témoignages de personnes réfugiées LGBTI

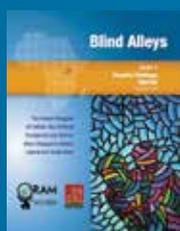
- Identités LGBTI : orientation sexuelle et identité de genre (20 min., en anglais)
- « *No Place for Me* » : la lutte des personnes réfugiées appartenant à des minorités sexuelles ou de genre (30 min., en anglais)



Part. I, Conscils
Anglais, espagnol,
français



Part. II, Mexique
Anglais, espagnol,
français



Part. II, Ouganda
Anglais, français



Part. II, Af. du Sud
Anglais, français



Part. III, Synthèse
Anglais,



Vidéos « *No Place for Me* »
Anglais

À PROPOS DE L'ORAM

L'ORAM — Organisation pour le Refuge, l'Asile & la Migration, est la principale organisation de défense des personnes réfugiées lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LBGTI) dans le monde. Basée à San Francisco aux États-Unis, l'ORAM est la seule ONG internationale exclusivement dédiée aux réfugiés et demandeurs d'asile fuyant leur pays en raison de violences subies du fait de leur orientation sexuelle ou identité de genre. L'ORAM mène des missions d'assistance directe aux personnes et des actions de plaidoyer à l'international. Elle assure également un soutien technique et d'éducation. Organisation pionnière dans la défense des réfugiés LBGTI, elle réalise des actions innovantes de formation et d'aide à la réinstallation. Ces activités stratégiques permettent à l'ORAM d'inscrire à l'ordre du jour humanitaire international les questions relatives aux personnes réfugiées LBGTI ainsi qu'à leur sécurité. En parallèle, l'ORAM plaide auprès de nombreuses communautés pour qu'elles étendent leur protection à ces réfugiés. Grâce à son réseau d'experts juridiques et d'ONG partenaires, l'ORAM conduit des activités de plaidoyer aux niveaux nationaux ainsi qu'à l'international pour améliorer la protection des personnes LBGTI fuyant des persécutions partout dans le monde. Elle fournit les informations nécessaires aux formateurs, aux représentants communautaires et aux décideurs concernant ces réfugiés. ONG de défense et de promotion des droits des réfugiés LBGTI, l'ORAM dispense dans le monde entier des formations adaptées aux contextes culturels locaux et destinées aux juges et aux autres intervenants du domaine. Ce rapport vise à informer sur ce type de formations.



Plus d'informations sur www.oraminternational.org

À PROPOS DE REFUGEE LAW PROJECT

Refugee Law Project (RLP) vise à permettre aux personnes demandeuses d'asile, réfugiées, déportées ou déplacées dans leur propre pays de faire exercer leurs droits et de vivre dignement au sein de leurs communautés d'accueil. Basée en Ouganda, au cœur de la région des Grands Lacs, RLP fournit une aide juridique et un soutien psychologique aux nombreux réfugiés venant des régions alentours ainsi que de la Corne de l'Afrique. L'organisation mène un travail d'accompagnement quotidien auprès des personnes mineures, ayant survécu aux tortures, réfugiées et handicapées ainsi qu'auprès des femmes victimes de violences sexuelles. RLP constitue l'une des seules organisations africaines à s'intéresser explicitement aux questions d'asile des personnes LBGTI. Elle est également l'une des premières dans le monde à travailler et à défendre des hommes et des garçons victimes de violences sexuelles lors des situations de conflits et d'asile. RLP étend son influence aux niveaux national et international au travers son expérience de terrain au contact des réfugiés, ses formations, ses travaux de recherche novateurs et ses actions de plaidoyer. Depuis 2009, l'organisation a construit sa réputation sur ses vidéos de qualité, utilisées pour créer le débat au sein des communautés, initier les réflexions sur les changements politiques, informer et former les parties prenantes sur la situation des réfugiés. RLP a remporté le prix « *Gender Against Men* » (2009), « *Getting Out* », documentaire incontournable sur l'asile LBGTI (2011), « *Untreated Wounds* » et « *They Slept With Me* ». Son directeur, Chris Dolan, travaille auprès de réfugiés SGN vivant en Ouganda depuis 2001. Il est très impliqué dans la Coalition de la société civile ougandaise pour les droits de l'homme et la constitution depuis sa création en 2009.



REFUGEE LAW PROJECT

Plus d'informations sur www.refugeelawproject.org